

AVENANT N°8 AU MARCHE N°VM 201701-1

Avenant portant diverses mesures relatives à l'exploitation du service Velib'

ENTRE

Le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole (SAVM) sis 82 Boulevard de Sébastopol, 75003 PARIS représenté par Monsieur Sylvain RAIFAUD en sa qualité de Président dûment habilitée à signer la présente en vertu de la délibération n°2020-16 de délégation de compétence en date du 2 octobre 2020, ci-après le « Pouvoir adjudicateur »,

ET

SMOVENGO, Société par Actions Simplifiée au capital de 6 312 000 euros, ayant son siège social 1 avenue du Général de Gaulle - 92074 PARIS la Défense Cedex, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le n° 830 888 640, représentée par son Président, M. Stéphane VOLANT, dûment habilité à signer la présente, ci-après le « Titulaire du marché ».

Le Pouvoir adjudicateur et le Titulaire du marché, étant ci-après individuellement et/ou collectivement désignés par « Partie(s) ».

PREAMBULE

Le Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole a notifié le 9 mai 2017 le marché portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service (VLS) (Marché n° VM201701-1), au groupement SMOOVENGO, constitué des sociétés SMOOVE, MARFINA SL, INDIGO INFRA et MOBIVIA.

Par un avenant n° 1 du 31 juillet 2017 (« Avenant n°1 au Marché n° VM201701-1 »), le groupement SMOOVENGO a été substitué par la société dédiée SMOVENGO, qui a repris l'ensemble des droits et obligations issus du Marché.

Par un avenant n° 2 du 20 septembre 2017 (« Avenant n°2 au Marché n°VM201701-1 »), le bordereau des prix unitaires a été complété, sans incidence financière sur le montant du marché.

Par un avenant n° 3 du 21 décembre 2017 (« Avenant n°3 au Marché n°VM201701-1 »), des modifications statutaires du titulaire du marché ont été actées.

Par un avenant n° 4 du 14 décembre 2018 (« Avenant n°4 au Marché n°VM201701-1 »), les modalités financières de l'exécution du marché ont été précisées.

Par un avenant n° 5 du 8 février 2019 (« Avenant n°5 au Marché n°VM201701-1 »), le montant de la partie forfaitaire du prix du marché a été ajusté pour tenir compte du montant corrigé pour l'année 2018.

Par un avenant n° 6 du 22 janvier 2020 (« Avenant n° 6 au Marché n°VM201701-1 »), le montant de la partie forfaitaire du prix du marché a été ajusté pour tenir compte du montant corrigé pour l'année 2019.

Par un avenant n°7 du 23 janvier 2020 (« Avenant n° 7 au Marché n°VM201701-1 »), les modalités de mise en œuvre de nouvelles recettes complémentaires ont été arrêtées, ainsi que les modalités d'indemnisation du Titulaire du marché dans les cas de vol et vandalisme de vélos et de stations, les modalités d'application des pénalités étant par ailleurs également modifiées.

L'impact financier de l'ensemble de ces avenants a conduit à une diminution cumulée sur la durée du marché de -1,51% du montant total du marché initial.

Au regard de l'expérience de l'exploitation du service et d'un constat partagé de modification des usages accentuée récemment par la crise sanitaire, les Parties se sont rapprochées afin de préciser ou compléter diverses dispositions contractuelles exposées ci-après.

Dans ce cadre, les modifications apportées au marché portent sur les éléments suivants :

Création d'une clause transitoire

La grève dans les transports publics de la fin de l'année 2019 et du début de l'année 2020 puis la crise sanitaire de la COVID-19 ont considérablement modifié l'usage du service Velib' avec particulièrement une surutilisation constatée des vélos à assistance électrique (VAE) dans l'ensemble des trajets réalisés par rapport aux prévisions et corrélativement un moindre usage des vélos mécaniques (VM).

Cette évolution de la fréquentation induit un fort accroissement des charges d'exploitation engagées par le titulaire pour l'exploitation du service, à un niveau supérieur à celui qui était initialement envisagé. En effet, une partie des charges (notamment celles relatives à l'entretien-maintenance qui représentent une part importante du total de charges) varie en fonction de l'utilisation du service, et plus particulièrement du nombre de trajets réalisés par type de vélo. Sur la base des éléments financiers disponibles (offre initiale et plan d'affaires ajusté), ce surcoût peut être estimé à +0,5€ par trajet en VAE supplémentaire par rapport aux prévisions de fréquentation initiales, et à +0,2€ par trajet en VM supplémentaire. Ce surcoût est aujourd'hui intégralement porté par le Titulaire du marché, induisant un déséquilibre conjoncturel de l'économie initiale du contrat et un risque sur la qualité du service.

Dans ce contexte, les parties se sont rapprochées pour définir un mécanisme permettant au Titulaire du marché d'accompagner le développement des usages anticipé au cours des prochaines années. Ce mécanisme est limité dans le temps (applicable au titre des années 2020 à 2023, prenant fin au 1^{er} janvier 2024), les Parties convenant de se revoir chaque année pour discuter du dispositif dans l'hypothèse où le montant résultant de celui-ci atteint un plafond fixé à 6 M€/an, ainsi que courant 2024 pour évaluer le mécanisme et décider éventuellement de nouvelles mesures.

Il permet de prendre en compte la réalité de la fréquentation du service, via le versement d'un montant annuel calculé à partir de la différence, pour chaque type de vélos (VAE et VM), entre le nombre de trajets effectif et celui initialement envisagé au marché (différence calculée à la hausse comme à la baisse, de façon à tenir compte de l'éventuelle moindre utilisation des VM) auquel est appliqué le coût marginal d'un trajet pour le type de vélo considéré (tel que présenté supra).

Le montant résultant de ce calcul ne peut être négatif et est plafonné à 6M€ / an, les parties convenant de se voir en cas d'atteinte de ce plafond. Il vient en complément de la rémunération annuelle du Titulaire du marché.

L'impact financier de cette clause transitoire représenterait un montant cumulé maximal sur la durée du marché équivalent à 3% de la rémunération totale de Smovengo sur la durée restante du contrat.

Ainsi, il est ajouté un article 6 bis « clause transitoire » au PFDA modifié par l'avenant 4, détaillant les dispositions temporaires mises en place au titre d'un dispositif spécifique calculé en fonction des usages effectifs du service constaté en termes de nombre de courses de vélos à assistance électrique (VAE) et de vélos mécaniques (VM) en 2020, 2021, 2022 et 2023.

Renforcement des clauses sociales

Le SAVM rappelle l'importance du respect des clauses environnementales et sociales prévues au marché, notamment en ce qui concerne les dispositifs d'insertion professionnelle permettant aux bénéficiaires d'acquérir une expérience professionnelle réelle, mais également celles attachées au parc de véhicules nécessaire à la bonne exploitation du service ainsi que la mobilisation de filières de réemploi des pièces détachées.

Ainsi, l'article 4.1.2 du chapitre 4 Développement durable à l'article 4.1 Clause sociale du PFDA prévoit que Smovengo doit atteindre l'objectif de 100 000 heures au bout de 5 ans d'exploitation du service puis un minimum de 20 000 heures par an pour atteindre 300 000 heures au terme du contrat. Au-delà de l'exigence des volumes horaires minimum, le SAVM souhaite que l'exécution de la clause d'insertion apporte une réelle plus-value, que ce soit à l'entreprise ou aux bénéficiaires de la clause.

Depuis le début du marché, Smovengo s'appuie sur une structure spécialisée et reconnue dans le domaine de l'insertion sociale, le groupe VITASERVICES, qui participe à la réinsertion dans le milieu professionnel par une formation de mécanicien vélo. En 2019, 57 268 heures de réinsertion ont été réalisées par ces équipes, ce qui permet d'atteindre 104 633 heures de travail depuis le lancement du service pour ces personnes qui sont très souvent des demandeurs d'emploi de longue durée, des jeunes de moins de 26 ans, des travailleurs handicapés ou des bénéficiaires des minima sociaux. Les obligations contractuelles sont donc remplies au terme des trois premières années de contrat. Il est souhaitable que cet effort soit poursuivi en dépassant les seuils inscrits dans le marché pour poursuivre ces efforts en faveur des plus fragiles sur le plan de l'emploi et de la qualification.

Ainsi, le SAVM souhaite que Smovengo conserve ce volume horaire annuel de 50 000 heures, les Parties étant par ailleurs convenues que l'objectif d'insertion professionnelle lié à cette politique sociale ambitieuse fixé à l'article 4.1.2 du chapitre 4 Développement durable à l'article 1.1 Clause sociale du PFDA soit porté en fin de contrat à un minimum de 450 000 heures au lieu des 300 000 heures initialement prévues.

Recettes complémentaires via l'obtention de Certificats d'Economie d'Energie

Le dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE), créé par les articles 14 à 17 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique (loi POPE), est l'un des principaux instruments de la politique de maîtrise de la demande énergétique qui repose sur une obligation triennale de réalisation d'économies d'énergie.

Les CEE sont attribués, sous certaines conditions, par les services du ministère chargé de l'énergie, aux acteurs éligibles réalisant des opérations d'économies d'énergie. Ces actions peuvent être menées dans tous les secteurs d'activité sur le patrimoine des éligibles ou auprès de tiers qu'ils ont incités à réaliser des économies d'énergie.

Smovengo considère que la mise à disposition de vélos en libre-service serait éligible à ce dispositif dans la logique ouverte aux CEE pour les abonnés aux services d'autopartage de véhicules électriques. Le montant de recettes envisageables serait estimé à 0,2 M€ par an. Le SAVM entend permettre à Smovengo de monter les dossiers nécessaires et l'autoriser à percevoir directement le cas échéant la totalité des recettes issues de ce dispositif.

En conséquence, l'article 6.3 du PFDA modifié par l'avenant 4 et l'avenant 7 est complété par une disposition autorisant Smovengo à exploiter cette recette nouvelle et à la percevoir directement dans les conditions prévues par le présent avenant, les précédents alinéas de l'article 6.3 demeurant inchangés.

Création de prix nouveaux

L'expérience de l'exploitation du service et de l'installation des vélos-stations a conduit le Titulaire du marché et le Pouvoir adjudicateur à se rapprocher pour prendre en compte diverses dispositions qui n'étaient pas prévues initialement au marché. Aussi, l'annexe n°1 de l'Acte d'engagement intitulé « Bordereau des Prix Unitaires (BPU) », conclu sans montant minimum ni montant maximum, est complétée de prix nouveaux permettant de rémunérer le Titulaire du marché pour ces prestations ou travaux imprévus.

Ces prix nouveaux concernent des dispositions particulières à prendre par le Titulaire du marché pour assurer la neutralisation de stations en masse, précisent les moyens à mettre en œuvre dans le cadre de vélo-station humanisée, et créent un chapitre 12 du BPU venant rémunérer des travaux non prévus par le marché dans le cadre de l'exploitation ou de l'installation des vélos-stations. En outre, l'intégration de prix nouveaux est expressément prévue à l'article 6.1.1 du PFDA.



Série de prix pour neutralisation en masse

Lorsqu'exceptionnellement, le Pouvoir adjudicateur demande au titulaire la neutralisation simultanée en masse de stations, le Titulaire du marché doit mettre en œuvre des moyens non prévisibles et non prévus au marché. En effet, au-delà d'une demande de neutralisation simultanée de 5 stations, celle-ci dépasse la capacité des équipes d'exploitation à procéder aux neutralisations sur une même journée et nécessite donc le renfort de moyens supplémentaires pour procéder aux opérations décrites au PFT et entraîne des conditions particulières pour l'exploitation des stations alentours.

Cette série de prix nouveaux s'applique lorsque le Pouvoir adjudicateur demande la neutralisation simultanée de 6 stations et plus sur une même journée (date identique de neutralisation pour les stations).

Série de prix Barriérage d'une vélo-station humanisée

Afin de diminuer le risque de vol de vélos, il peut être demandé au Titulaire du marché de sécuriser la vélo-station humanisée par la mise en place de barrières supplémentaires au-delà des 40 mètres linéaires nécessaires pour définir une station humanisée de 200 vélos. Cette série de prix comprend la location et/ou l'amortissement du matériel de barriérage, le transport, la mise en place et la dépose de ces équipements supplémentaires. Cette série comprend un prix de mobilisation / démobilisation avec une tranche de 24h de location, et un prix de journée supplémentaire.

Série de prix pour travaux complémentaires

À la suite des travaux d'installation de stations et de modification de stations, il a été constaté que des prestations nouvelles ou des conditions d'exécution nouvelles nécessitaient l'application de prix nouveaux.

Ce nouveau chapitre 12 présente des prix nouveaux qui s'appliquent en complément des prestations commandées pour des fabrications, poses et mises en service de vélo-stations (objet du chapitre 2), et déposes et réimplantations de stations (objet des chapitres 3 et 5), de modifications de la taille ou du type de vélo-stations (objet des chapitres 4), de travaux de désamiantage (objet du chapitre 6) ou de prestations commandées qui ne font pas l'objet de prix dans le cadre du BPU actuel. Les reprises de travaux de voirie faisant suite à des malfaçons ayant fait l'objet de réserves lors de la réception ne sont pas concernées par ces séries de prix.

Les prix nouveaux concernent en particulier :

- Des opérations de dépose ou de mise en œuvre de revêtements non prévus initialement dans le cadre du marché ;
- La réalisation de travaux de signalisation horizontale ou verticale au-delà de ceux prévus dans le marché et inclus pour la réalisation d'une vélo-station ;
- La prise en compte de coûts supplémentaires induits par la réalisation d'une vélo-station à la demande du Pouvoir adjudicateur, notamment pour les raccordements électriques nécessitant des travaux importants au-delà du coût forfaitaire du raccordement ENEDIS, la rémunération d'études supplémentaires, ou le fait d'interventions décalées dans le temps nécessitant une mobilisation nouvelle des équipes d'intervention, pour des raisons non imputables au titulaire.

CELA ETANT EXPOSE, LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant, fondé sur l'article 139-5 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, a pour objet :

- d'intégrer au PFDA une clause transitoire liée aux usages effectifs du service en termes d'utilisation des vélos à assistance électrique (VAE) et des vélos mécaniques (VM) limitée dans le temps du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2023 ;
- de modifier l'article 4.1.2 du chapitre 4 Développement durable à l'article 1.1 Clause sociale du PFDA du Programme Fonctionnel Définitif – Clauses administratives (PFDA) relatif à l'objectif d'insertion sociale prévu en fin de contrat ;
- d'autoriser le Titulaire du marché à exploiter une nouvelle source de recettes complémentaires via l'obtention de certificats d'économie d'énergie et de définir les modalités de perception de la totalité de ces recettes complémentaires par ce dernier, complétant les dispositions de l'article 6.3 du Programme Fonctionnel Définitif– Clauses administratives (PFDA) modifié par les avenant n°4 et 7 ;
- de créer des prix nouveaux pour des prestations supplémentaires aux chapitres 3c, et 7 et à un nouveau chapitre 12 de l'annexe 1 de l'Acte d'engagement intitulée « Bordereau des prix unitaires » (BPU).

Conformément aux dispositions de l'article 139 5° du décret 2016-360 du 25 mars 2016, le présent avenant, sans impact financier sur le montant initial du marché, ne modifie ni l'objet du marché, ni son équilibre économique, et n'introduit pas de conditions *« qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue »*.

Article 2 : Ajout d'un article 6bis «clause transitoire» au PFDA modifié par l'avenant 4

Il est ajouté un article 6 bis « clause transitoire » au PFDA modifié par l'avenant 4, comprenant les dispositions temporaires suivantes :

« A compter du 1^{er} janvier 2021, est mis en place un mécanisme spécifique calculé en fonction des usages effectifs du service constaté en termes de nombre de courses de vélos à assistance électrique (VAE) et de vélos mécaniques (VM) en 2020, 2021, 2022 et 2023.

La mise en œuvre du mécanisme se traduit par un montant annuel calculé selon les modalités suivantes :

Par rapport à l'usage des vélos à assistance électrique (VAE) :

- En cas d'écart entre le nombre de courses effectives constatées en VAE l'année N et le nombre de courses de référence en VAE de l'année N supérieur à + 1 million de courses, il est prévu 0,50 € HT par course supplémentaire par rapport au nombre de courses de référence en VAE de l'année N,

- En cas d'écart entre le nombre de courses effectives constatées en VAE l'année N par rapport au nombre de courses de référence en VAE de l'année N inférieur à -1 million de courses, il est prévu - 0,50 € HT par course en moins par rapport au nombre de courses de référence en VAE de l'année N.

Par rapport à l'usage des vélos mécaniques (VM) :

- En cas d'écart entre le nombre de courses effectives constatées en VM l'année N et le nombre de courses de référence en VM de l'année N supérieur à + 1 million de courses, il est prévu 0,20 € HT par course supplémentaire par rapport au nombre de courses de référence en VM de l'année N,
- En cas d'écart entre le nombre de courses effectives constatées en VM l'année N par rapport au nombre de courses de référence en VM de l'année N inférieur à -1 million de courses, il est prévu - 0,20 € HT par course en moins par rapport au nombre de courses de référence en VM de l'année N.

Chaque année, le montant total correspond à la somme des montants calculés par rapport à l'usage des VAE et du dispositif relatif à l'usage des VM.

Quel que soit le nombre de courses effectives en VAE comme en VM au titre d'une année donnée, le montant total ainsi déterminé ne peut ni être inférieur à 0 ni être supérieur à 6 M€.

Définition du nombre de courses de référence par type de vélo

Le nombre de courses de référence correspond au nombre de courses initialement prévu par le titulaire lors du dialogue compétitif (annexe 4 au cadre de réponses techniques et administratives Usages et Recettes Usagers), ajusté des effets liés à l'extension du service et à la modulation de la part de vélos à assistance électrique.

Pour un exercice donné, le nombre de courses de référence VAE est calculé de la manière suivante :

$T \text{ VAE (N)} = T \text{ VAE (Offre N)} \times D \text{ (N)} / D \text{ (Offre)} \times P \text{ VAE (N)} / P \text{ VAE (Offre)}$

Avec :

$T \text{ VAE (N)}$ = nombre de courses de référence VAE de l'année N

$T \text{ VAE (Offre N)}$ = le nombre de courses prévu en VAE dans l'annexe 4 au cadre de réponses techniques et administratives (Usages et Recettes Usagers) pour l'année N pour le périmètre du service prévu dans le cadre de la partie forfaitaire du contrat.

$D \text{ (Offre)}$ = 36 000, soit le nombre de diapasons (point d'accroche) prévu dans le cadre de la partie forfaitaire du marché.

$D \text{ (N)}$ = moyenne annuelle de diapasons de l'année N. En cas d'évolution en cours d'année, ce nombre est calculé sur la base de la moyenne des moyennes mensuelles du nombre de diapasons installés (somme du nombre en début de mois et du nombre en fin de mois divisé par deux).

P VAE (Offre) = 30 %, soit la part de vélos à assistance électrique dans le parc total de vélos tel que prévu dans la partie forfaitaire du présent marché indiqué à l'article 2 du PFT.

P VAE (N) = part contractuelle des vélos à assistance électrique de l'année N, tenant compte des augmentations/diminutions de part commandées au BPU par le pouvoir adjudicateur. En cas d'évolution en cours d'année, ce nombre est calculé sur la base de la moyenne des moyennes mensuelles de la part de VAE (somme du nombre en début de mois et du nombre en fin de mois divisé par deux).

Pour un exercice donné, le nombre de courses de référence VM est calculé de la manière suivante :

$$T \text{ VM (N)} = T \text{ VM (Offre N)} \times D \text{ (N)} / D \text{ (Offre)} \times P \text{ VM (N)} / P \text{ VM (Offre)}$$

Avec :

T VM (N) = nombre de courses de référence VM de l'année N

T VM (Offre N) = le nombre de courses prévu en VM dans l'annexe 4 au cadre de réponses techniques et administratives (Usages et Recettes Usagers) pour l'année N pour le périmètre du service prévu dans le cadre de la partie forfaitaire du contrat.

D (Offre) = 36 000, soit le nombre de diapason (point d'accroche) prévu dans le cadre de la partie forfaitaire du marché.

D (N) = moyenne annuelle de diapasons de l'année N. En cas d'évolution en cours d'année, ce nombre est calculé sur la base de la moyenne des moyennes mensuelles du nombre de diapasons installés (somme du nombre en début de mois et du nombre en fin de mois divisé par deux).

P VM (Offre) = 70 %, soit la part de vélos mécaniques dans le parc total de vélos tel que prévu dans la partie forfaitaire du présent marché indiqué à l'article 2 du PFT.

P VM (N) = part des vélos mécaniques de l'année N, tenant compte des augmentations/diminutions de la part commandées au BPU par le pouvoir adjudicateur. En cas d'évolution en cours d'année, ce nombre est calculé sur la base de la moyenne des moyennes mensuelles de la part de VM (somme du nombre en début de mois et du nombre en fin de mois divisé par deux). Définition des courses effectives

Une course est dite effective lorsqu'elle répond au moins à un des critères suivants :

- la durée de la course est au minimum de 3 minutes
- La distance parcourue est supérieure à 350 mètres
- La station de départ de location est différente de la station d'arrivée.

Modalités de versement :

Le versement est effectif après constatation contradictoire du nombre de courses réelles de l'année N pour les VAE et les VM et a lieu au premier trimestre de l'année N+1.

Les montants de chacune des courses prévues dans le dispositif ne font pas l'objet d'une révision annuelle en application de la formule de révision des prix prévue dans le PFA (article 6.1.2 modifié par l'avenant n°4).

Clause de revoyure

Les Parties se rencontreront chaque année pour discuter du dispositif dans l'hypothèse où le montant résultant de la clause transitoire atteint le plafond fixé à 6 M€/an.

À compter du 1^{er} janvier 2024, le dispositif sus-défini est supprimé pour les années du contrat restant à courir.

Les Parties conviennent de se rencontrer dans le courant de l'année 2024 pour évaluer ce dispositif et décider éventuellement de nouvelles mesures. »

Article 3 : Modification des objectifs d'insertion sociale définies au point 4.1.2 du chapitre 4 Développement durable à l'article 4.1 Clause sociale du PFDA

Le premier alinéa de l'article 4.1.2 du chapitre 4 Développement durable à l'article 4.1 Clause sociale du PFDA « Objectifs d'insertion sociale » est modifié comme suit, étant précisé que les autres dispositions de l'article 4.1.2 demeurent inchangées :

« Le titulaire réserve aux personnes en insertion professionnelle, pour l'exécution des prestations, un minimum de 450 000 heures pour les 15 ans d'exploitation du service. »

Article 4 : Modification de l'article 6.3 du PFDA modifié par l'avenant 4

L'article 6.3 du PFDA modifié par les avenants 4 et 7 est complété par ce qui suit, étant précisé que les alinéas précédents de l'article 6.3 demeurent inchangés :

« Le Titulaire du marché est autorisé à exploiter une source de recettes complémentaires liées à l'obtention d'un Certificat d'Economie d'Energie au titre des économies d'énergie réalisées du fait de l'utilisation des vélos en libre-service.

Les recettes complémentaires obtenues par le Titulaire du marché au titre d'une opération d'économie d'énergie, sont perçues directement et en totalité par le Titulaire. »

Article 5 : Création de prix nouveaux à l'annexe n°1 de l'Acte d'engagement intitulée « Bordereau des prix unitaires (BPU) ».

Article 5.1

Le chapitre 3c de l'annexe n°1 de l'Acte d'engagement intitulée « Bordereau des prix unitaires (BPU) » « Neutralisation de vélo-station (sur demande du Pouvoir adjudicataire) » est complété des prix nouveaux suivants :

Série de prix pour neutralisation en masse (hors neutralisation pour travaux)

Ces prix nouveaux rémunèrent, en complément des prestations prévues au prix N1, les surcoûts induits notamment au titre des opérations de :

- ✓ neutralisation, évacuation des vélos, remise en place des vélos et remise en service de la station, avec l'utilisation de moyens externes,

- ✓ Gestion des stations pleines aux alentours qui nécessitent plusieurs passages,
- ✓ Mise en place d'équipes de maraude pour détecter les vélos abandonnés suite à l'indisponibilité des stations
- ✓ Déploiement de moyens pour évacuation et remise en place d'un nombre important de vélos

- N3 : Neutralisation simultanée de 6 stations et plus sur une même commune (station) :



Ce surcoût s'applique à partir de la sixième station neutralisée.

- N4 : Neutralisation simultanée de 6 stations et plus pour un évènement (station) :



Ce surcoût s'applique dès la première station neutralisée à partir du moment où le nombre de stations à neutraliser est égal ou supérieur à 6 sur l'ensemble du territoire et concerne plus de deux communes en même temps.

Les neutralisations de stations pour travaux sont exclues de ces nouveaux prix même si elles sont programmées pour la même journée qu'une neutralisation en masse. Ne sont pas comprises les neutralisations pour travaux du titulaire ou à la demande d'un tiers (Préfecture de Police...) ou dans le cadre d'une convention pour travaux passée avec le syndicat. Les prix pour des événements définis par OS concernent des demandes avec un délai de prévenance de plus de 2 mois avant la date de l'évènement.

Article 5.2

Le chapitre 7 de l'annexe n°1 de l'Acte d'engagement intitulée « Bordereau des prix unitaires (BPU) » « Exploitation de vélo-station au-delà du nombre de vélo-station incluses dans le forfait & chapitre 1 du BPU » est complété des prix nouveaux suivants :

Série de prix Barriérage d'une vélo-station humanisée

- EX11 : Barriérage de la station humanisée pendant 24h par mètre linéaire :
- EX12 : Barriérage de la station humanisée (par tranche de 24h supplémentaire par mètre linéaire :

Article 5.3

Est créé un chapitre 12 à l'annexe n°1 de l'Acte d'engagement intitulée « Bordereau des prix unitaires (BPU) », intitulé « Travaux complémentaires et incidences de la particularité de l'environnement des stations », avec les prix nouveaux suivants :

Série de prix de Déplacement d'équipe supplémentaire pour réaliser les opérations dépose ou mise en œuvre de revêtement

Lorsque la réalisation de la dépose ou de la mise en œuvre du revêtement, que ce soit pour les surfaces prévues au marché pour la station ou pour les surfaces complémentaires demandées, nécessite une intervention supplémentaire avec déplacement supplémentaire pour des raisons indépendantes de la volonté du titulaire, il y a lieu de rémunérer le Titulaire du marché pour les surcoûts subis. Ces interventions se font après accord préalable du Pouvoir adjudicateur.

Ce prix ne s'applique que pour la série des prestations commandées avec les prix IP2 à IP12 du présent chapitre et après accord du Pouvoir adjudicateur :










Pour toute intervention supplémentaire pour la dépose des revêtements

Pour toute intervention supplémentaire dans la mise en œuvre des revêtements

- IP1 : Déplacement supplémentaire d'équipe (Forfait) : 

Série de prix pour la reprise ou mise en œuvre de revêtements complémentaires à l'emprise de la station, ou de revêtements différents



Lors de la réalisation d'installation, de dépose, de repose ou de modification de station, lorsqu'il est demandé au Titulaire de refaire le revêtement au-delà des surfaces nécessaires à la bonne réalisation de la station défini conjointement avec le pouvoir adjudicateur, il y a lieu de rémunérer les travaux de dépose et de reconstitution du revêtement.


- Ces surfaces supplémentaires sont expressément commandées par le Pouvoir adjudicateur au Titulaire. Pour des raisons liées au nivellement des stations ou autres liées à la réalisation des travaux de génie civil propre à la station, les surfaces liées à la bonne réalisation des travaux de la station peuvent être supérieures à celles théoriquement calculées pour la réalisation des longrines et des massifs de scellement (longueur de la tranchée par largeur de la tranchée augmentées de 10 cm). Le Titulaire devra préciser la surface nécessaire à la bonne réalisation de la station préalablement à la réunion sur site et la faire figurer sur le plan d'études de la station. Les surfaces concernées sont donc celles demandées par le Pouvoir adjudicateur en accord avec la commune, au-delà de celles initialement prévues par le Titulaire pour la réalisation de la station. Ces surfaces seront précisées dans le bon de commande. L'unité est le mètre carré m².
IP2 : Décroustage et dépose de revêtement enrobés ou asphalte selon les caractéristiques techniques imposées par les services techniques des communes concernées (mètre carré - m²) : 
- IP3 : Fourniture et mise en œuvre d'enrobés noirs, sur 4cm d'épaisseur (m²) : 
- IP4 : Fourniture et mise en œuvre d'enrobés clairs, sur 4 cm d'épaisseur (m²) : 
- IP5 : Fourniture et mise en œuvre d'asphaltes clairs, sur 2cm d'épaisseur (m²) : 
- IP6 : Fourniture et mise en œuvre d'asphaltes noirs, sur 2cm d'épaisseur (m²) : 
- IP7 : Fourniture et mise en œuvre de béton désactivé, balayé (m²) : 
- IP8 : Mise en œuvre de pavage (pierre naturelle ou autres) (y compris dépose) (m²) :  y compris la reprise de la fondation et pour tout type de pose (cerce, queue de paon, pose droite...)
- IP9 : Mise en œuvre de dalles d'épaisseur inférieure à 8 cm (y compris dépose) (m²) :  y compris reprise de la fondation et pour tout type de pose selon le calepin défini par le site
- IP10 : Mise en œuvre de dalles d'épaisseur de plus de 8 cm d'épaisseur (y compris dépose) (m²) :  y compris reprise de la fondation et pour tout type de pose selon le calepin défini par le site

Lors des opérations d'installation, de dépose, de repose ou de modification de station, le revêtement à déposer ou à remettre sur la surface prévue pour la bonne réalisation de la station n'est pas un revêtement standard (asphalte noir ou clair, enrobé noir ou clair, pavage, dallage), il y a également lieu de rémunérer le surcoût en fonction du revêtement particulier.

- IP11 : Fourniture et mise en œuvre de revêtements spécifiques : sur devis

Ce prix s'applique sur devis pour des revêtements spécifiques (y compris dalles et pavés) et comprend la fourniture des quantités nécessaires non récupérées ou fournies par la commune et leur mise en œuvre.

Le montant du devis est établi sur la base des prestations externes, d'un coût de suivi interne de  (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre de suivi de travaux internalisées) complété par un montant de  pour frais généraux et marge applicable proportionnel à l'ensemble des coûts.

- IP12 : Moins-value pour non-fourniture et mise en œuvre du revêtement prévu au marché (m²) :  La surface à prendre en compte correspond à celle définie préalablement lors des études et validée par le pouvoir adjudicateur.




Série de prix de signalisation horizontale




Lors de la réalisation d'une station, d'une dépose-repose ou de la modification de la taille d'une station, il peut y avoir des prestations de signalisation horizontale non prévues au marché. Les tirets et les lignes blanches continues nécessaires à la bonne signalisation horizontale de la station sont réalisés dans le cadre du prix de la mise en œuvre de la station et ne seront pas rémunérés par la série de prix proposée. L'effaçage des marquages sur lesquels ces lignes se superposent est également réalisé dans le cadre du prix de la mise en œuvre de la station et ne sera pas rémunéré par la série de prix proposée. Il en est de même pour tous les marquages qui se trouvent dans l'emprise de la station et qui doivent être effacés ainsi que pour les marquages effacés lors de la réalisation des tranchées de raccordement inter station ou électrique.

Ces prix s'appliquent pour tout effaçage de signalisation horizontale et toute mise en œuvre hormis les tirets de limitation de chaussée et les bandes nécessaires à la signalisation réglementaire de la station sur chaussée. Ces prix s'appliquent tant pour le marquage que l'effaçage avec un prix de mobilisation d'équipe complété par un prix spécifique correspondant à la prestation à effectuer.

- IP31 : Amené / repli pour effaçage ou marquage (Ft) : 

Ce prix ne s'applique pas lorsque ces effaçages ou marquages sont réalisés dans la même unité de temps que des tirets et/ou des lignes blanches continues nécessaires à la bonne signalisation horizontale. Son application est soumise à l'approbation et la validation du pouvoir adjudicateur préalablement à sa mise en œuvre.






- IP32 : Effaçage du marquage d'un mot (u) : 
- IP33 : Effaçage du marquage d'une bande (ml) : 
- IP34 : Fourniture et mise en œuvre d'un marquage au sol sous forme d'un mot ou d'un signe réglementaire (u) : 

- IP35 : Fourniture et mise en œuvre d'un marquage au sol sous forme de bande (ml) : 
- IP36 : Fourniture et mise en œuvre d'un marquage particulier (u) : sur devis
Le montant du devis est établi sur la base des prestations externes, d'un coût de suivi interne de  (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre de suivi de travaux internalisées) complété par un montant de  pour frais généraux et marge applicable proportionnel à l'ensemble des coûts.

Série de prix de signalisation verticale

Dans le cadre de la modification d'une station visant à augmenter ou diminuer le nombre de diapasons, il est parfois nécessaire de modifier et de compléter la signalisation d'une station existante, ou à créer dans le cas des stations nécessitant une signalisation supplémentaire.

Ces prix, toutes sujétions comprises, s'appliquent lorsqu'il est demandé au Titulaire de mettre en place ou de déposer de la signalisation verticale de la station, et que celle-ci n'est pas mise en place par la commune ou dans le cadre normal de l'exécution de la station sur chaussée soit 2 seuils et les poteaux, J4 et potelets nécessaires.




- IP41 : Fourniture et pose de seuils deux roues (galynettes type de Paris) sans panneau J4 (u) : 
- IP42 : Dépose seuil (y compris réfection de sol) (u) : 
- IP43 : Fourniture d'un panneau J4 (u) : 
- IP44 : Fourniture d'un support ou potelet (u) : 
- IP45 : Pose d'un panneau de signalisation de type J4 avec support ou d'un potelet de voirie (u) : 

Série de prix travaux complémentaires dans le cas de stations en plusieurs parties

Il peut être demandé au Titulaire de réaliser une station ou une augmentation du nombre de diapasons pour une station existante en plusieurs parties, qui nécessitent des équipements et prestations particulières.



Dans le cas de l'application des prix IP 52 et IP 53, 5 mètres linéaires de tranchées sont réputés être rémunérés par le prix d'installation de la station ou de l'extension de cette dernière.


De plus, les prix IP52 et IP53 ne s'appliquent pas pour la réalisation de tranchées par le titulaire dans le cadre de l'extension d'une station en continuité directe avec des diapasons existants.

- IP51 : Fourniture et pose d'un mât relais (unité) : 
- IP52 : Réalisation de liaison inter-station - travaux sous chaussée (mètre linéaire) : 
- IP53 : Réalisation de liaison inter-station - Travaux sous trottoir (mètre linéaire) : 

Série de Prix de raccordement électrique

Lorsque le raccordement forfaitisé au réseau d'ENEDIS nécessite une extension du réseau ENEDIS (distance supérieure à 36m), ou qu'il est nécessaire de se raccorder sur un réseau tiers, il sera fait application des prix nouveaux ci-après. Ce prix ne saurait s'appliquer aux stations définies et commandées dans le cadre du forfait des 1050 stations et du complément des 352 stations commandées. Il n'est applicable que pour les nouvelles stations commandées au-delà des 1402 stations en service.

- IP61 : Raccordement d'une vélo-station par extension de réseaux ENEDIS : sur devis
- IP62 : Raccordement d'une vélo-station sur réseau tiers : sur devis
- IP63 : Moins-value pour non-réalisation du forfait de raccordement électrique ENEDIS sur Paris (Forfait) : 
- IP64 : Moins-value pour non-réalisation du forfait de raccordement électrique ENEDIS hors Paris (Forfait) : 



Le montant du devis est établi sur la base du devis ENEDIS ou de tout autre fournisseur d'énergie, complété par des prestations tierces éventuelles, complété par un montant de  pour frais généraux et marge applicable proportionnel à l'ensemble des coûts. Les moins-values décrites s'appliquent pour non-réalisation du raccordement électrique prévu au marché.

Série de prix d'études complémentaires

Lorsque la station n'est pas réalisée ou que son changement d'implantation nécessite la réalisation d'études complémentaires à la demande du Pouvoir adjudicateur, ces études sont rémunérées.

Dans une première étape, est réalisée une étude de faisabilité, qui consiste à établir les demandes de positionnement des réseaux des concessionnaires, à faire la synthèse réseau et à demander les possibilités de raccordement à ENEDIS. Après cette étude de faisabilité, il est décidé ou non de lancer l'étude d'exécution. Si, à l'issue de cette étape, il est décidé de modifier l'emplacement pour des raisons indépendantes du Titulaire ou d'annuler la commande de la station, le Titulaire est rémunéré pour cette étude de faisabilité.





Dans une seconde étape, l'étude d'exécution se poursuit. Si, à l'issue de cette seconde étape, il est décidé de modifier l'emplacement de cette station pour des raisons indépendantes du titulaire ou d'annuler la commande de la station, le titulaire est rémunéré au titre de cette étude d'exécution qui comprend les frais d'études d'ENEDIS.

- IP71 : Etude de faisabilité complémentaire (unité) : 
- IP72 : Etude de faisabilité et d'exécution complémentaire (unité) : 

Ce prix comprend également l'étude de faisabilité telle que décrite pour le prix IP 71. Il comprend l'ensemble des études nécessaires à la bonne réalisation de la station comprenant notamment les études de raccordement ENEDIS et les instructions techniques des projets.

Série de prix de travaux divers :

Lorsqu'un totem est posé conformément au plan BPE, et qu'après la pose, il est demandé au Titulaire de modifier l'orientation du totem pour une raison indépendante du Titulaire, les prix IP81 et IP 81bis rémunèrent les coûts de changement d'orientation toutes sujétions comprises.

- IP81 : Modification orientation totem de 180° (Forfait) : 
- IP81bis : Modification orientation totem autre que 180°(Forfait) : 
- IP83 : Fourniture et mise en place d'une protection réseaux spécifique (mètre linéaire) : 
- IP84 : Interventions complémentaires demandées (pour des contraintes extérieures) (Forfait) : 

Ce prix s'applique dans les cas suivants :

- Demande de la dépose d'une station en urgence en 2 séquences (diapason et totem) en raison du délai d'intervention d'ENEDIS pour débrancher le totem.
- Demande de dépose d'une station en 2 séquences en raison du phasage du projet d'aménagement.
- Demande d'installation d'une station ou des points d'accroches en 2 séquences en raison de la non-libération de l'emprise de l'ensemble en une seule fois ou en raison du phasage d'un projet d'aménagement (intégration dans le cadre d'une opération tierce).

Article 6 : Autres dispositions

Les dispositions du marché public initial et de ses avenants non contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant sont inchangées et demeurent en vigueur.

Le présent avenant prend effet au jour de sa notification par le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole à la Société SMOVENGO, après sa transmission au contrôle de légalité.

Fait à en deux exemplaires

Pour le Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole

Monsieur Sylvain RAIFAUD, Président du Syndicat

A Paris, le

08 MARS 2021



Pour SMOVENGO SAS

Monsieur Stéphane VOLANT, Président de SMOVENGO

A Paris, le 16.11.2021.



Cet avis sur le site TED: <https://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:126364-2021:TEXT:FR:HTML>

**France-Paris: Services de gestion de parc de véhicules
2021/S 050-126364**

Avis de modification

Modification d'un contrat/d'une concession en cours

Base juridique:

Directive 2014/24/UE

Section I: Pouvoir adjudicateur/entité adjudicatrice

I.1) Nom et adresses

Nom officiel: Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole

Numéro national d'identification: 200 021 624 00057

Adresse postale: 82 boulevard de Sébastopol

Ville: Paris

Code NUTS: FR101 Paris

Code postal: 75003

Pays: France

Point(s) de contact: Direction juridique et de la commande publique

Courriel: marche@autolibvelibmetropole.fr

Téléphone: +33 180189202

Adresse(s) internet:

Adresse principale: <https://www.autolibmetropole.fr>

Adresse du profil d'acheteur: <https://www.maximilien.fr>

Section II: Objet

II.1) Étendue du marché

II.1.1) Intitulé:

Marché de vélos en libre-service Velib'

Numéro de référence: 2016V12005830

II.1.2) Code CPV principal

50111100 Services de gestion de parc de véhicules

II.1.3) Type de marché

Services

II.2) Description

II.2.1) Intitulé:

Marché de vélos en libre-service Velib'.

II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s)

50111100 Services de gestion de parc de véhicules

II.2.3) Lieu d'exécution

Code NUTS: FR101 Paris

Lieu principal d'exécution:

Territoire de Paris et de la Métropole du Grand Paris.

II.2.4) Description du contrat au moment de la conclusion du contrat:

Conception, fabrication, pose, mise en service, entretien, maintenance et gestion d'un dispositif de vélos en libre-service sur le territoire de la Métropole du Grand Paris comprenant 1 050 stations dont 1 010 à Paris.

II.2.7) **Durée du marché, accord-cadre, système d'acquisition dynamique ou concession**

Durée en mois: 180

II.2.13) **Information sur les fonds de l'Union européenne**

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne: non

Section IV: Procédure

IV.2) **Renseignements d'ordre administratif**

IV.2.1) **Avis d'attribution de marché relatif au présent marché**

Numéro de l'avis au JO série S: [2017/S 094-184653](#)

Section V: Attribution du marché/de la concession

Marché n°: VM201701-1

Intitulé:

Marché de vélos en libre-service Velib'

V.2) **Attribution du marché/de la concession**

V.2.1) **Date de la conclusion du marché/de la décision d'attribution de la concession:**

09/05/2017

V.2.2) **Informations sur les offres**

Le marché/la concession a été attribué(e) à un groupement d'opérateurs économiques: oui

V.2.3) **Nom et adresse du titulaire/concessionnaire**

Nom officiel: Smoove

Numéro national d'identification: 505 280 727 00023

Adresse postale: 65 impasse des Trois Pointes

Ville: Saint-Gély-du-Fesc

Code NUTS: FRJ13 Hérault

Code postal: 34980

Pays: France

Courriel: l.mercat@smoove.fr

Téléphone: +33 467670786

Adresse internet: <http://www.smoove.fr>

Le titulaire/concessionnaire est une PME: oui

V.2.3) **Nom et adresse du titulaire/concessionnaire**

Nom officiel: Marfina SI

Numéro national d'identification: ESB59372755

Adresse postale: Passeig del Comerç, 100, Sabadell

Ville: Barcelona

Code NUTS: ES511 Barcelona

Code postal: 08203

Pays: Espagne

Courriel: jcabanass@moventia.net

Téléphone: +34 931172066

Le titulaire/concessionnaire est une PME: non

V.2.3) **Nom et adresse du titulaire/concessionnaire**

Nom officiel: Indigo Infra
Numéro national d'identification: 642 020 887 00 385
Adresse postale: 4 place de la Pyramide, immeuble Île-de-France, bâtiment A
Ville: Puteaux la Défense
Code NUTS: FR105 Hauts-de-Seine
Code postal: 92800
Pays: France
Téléphone: +33 149031521
Le titulaire/concessionnaire est une PME: non

V.2.3) **Nom et adresse du titulaire/concessionnaire**

Nom officiel: Mobivia groupe
Numéro national d'identification: 470 501 545
Adresse postale: 511/589 rue des Seringats
Ville: Sainghin-en-Mélantois
Code NUTS: FRE11 Nord
Code postal: 59262
Pays: France
Téléphone: +33 320607474
Le titulaire/concessionnaire est une PME: oui

V.2.4) **Informations sur le montant du marché/du lot/de la concession (au moment de la conclusion du contrat;hors TVA)**

Valeur totale du marché: 478 200 000.00 EUR

Section VI: Renseignements complémentaires

VI.3) **Informations complémentaires:**

La société Smovengo s'est substituée par avenant en date du 31.7.2017 au groupement conjoint composé des sociétés Smoove (mandataire), Marfina SL, Indigo Infra et Mobivia pour l'exécution du marché public relatif à la conception, fabrication, pose, mise en service, maintenance et gestion d'un service de vélos en libre-service. La société Smovengo se substitue au groupement Smoovengo dans l'ensemble des droits et obligations issus du marché.

Le marché comporte une partie forfaitaire et une partie fractionnée à bons de commande sans minimum ni maximum. La valeur totale indiquée dans l'avis d'attribution de marché et au présent avis de modification de marché correspond à la seule partie forfaitaire du marché lors de la signature du marché public.

Ce montant a été modifié à la baisse suite à deux protocoles transactionnels et aux avenants 5 et 6 au marché [cf. VII.2.3)].

VI.4) **Procédures de recours**

VI.4.1) **Instance chargée des procédures de recours**

Nom officiel: Tribunal administratif de Paris
Adresse postale: 7 rue de Jouy
Ville: Paris
Code postal: 75004
Pays: France
Courriel: greffe.ta-paris@juradm.fr
Téléphone: +33 144594400

VI.4.2) **Organe chargé des procédures de médiation**

Nom officiel: Tribunal administratif de Paris
Adresse postale: 7 rue de Jouy
Ville: Paris
Code postal: 75004
Pays: France
Courriel: greffe.ta-paris@juradm.fr
Téléphone: +33 144594400

VI.4.3) Introduction de recours

Précisions concernant les délais d'introduction de recours:

À compter de sa signature, le contrat peut faire l'objet d'un référé contractuel dans les conditions des articles L. 551.13 et suivants du code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi en outre d'un recours en contestation de validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions définies par le Conseil d'État dans sa décision département de Tarn-et-Garonne du 4.4.2014.

VI.4.4) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours

Nom officiel: Tribunal administratif de Paris
Adresse postale: 7 rue de Jouy
Ville: Paris
Code postal: 75004
Pays: France
Courriel: greffe.ta-paris@juradm.fr
Téléphone: +33 144594400

VI.5) Date d'envoi du présent avis:

08/03/2021

Section VII: Modifications du contrat/de la concession

VII.1) Description du contrat après les modifications

VII.1.1) Code CPV principal

50111100 Services de gestion de parc de véhicules

VII.1.2) Code(s) CPV additionnel(s)

VII.1.3) Lieu d'exécution

Code NUTS: FR101 Paris

Lieu principal d'exécution:

Territoire de Paris et de la Métropole du Grand Paris.

VII.1.4) Description des prestations:

Conception, fabrication, pose, mise en service, entretien, maintenance et gestion d'un dispositif de vélos en libre-service.

VII.1.5) Durée du marché, accord-cadre, système d'acquisition dynamique ou concession

Durée en mois: 180

VII.1.6) Informations sur le montant du marché/du lot/de la concession (hors TVA)

Valeur totale du marché/du lot/de la concession: 478 200 000.00 EUR

VII.1.7) Nom et adresse du titulaire/concessionnaire

Nom officiel: Smovengo
Numéro national d'identification: 830 888 640
Adresse postale: 1 avenue du Général de Gaulle
Ville: Paris La Défense
Code NUTS: FR101 Paris
Code postal: 92074
Pays: France
Le titulaire/concessionnaire est une PME: non

VII.2) Informations sur les modifications

VII.2.1) Description des modifications

Nature et étendue des modifications (avec indication des éventuels changements préalablement apportés au contrat):

Avenant 8 au marché fondé sur l'article 72, paragraphe 1, point e) de la directive 2014/24/UE et l'article 139-5 du décret n° 2016-360 du 25.3.2016 relatif aux marchés publics. Il prévoit les dispositions suivantes:

1) création d'une clause transitoire:

Mise en place d'un dispositif temporaire spécifique calculé en fonction des usages effectifs du service constaté en termes de nombre de courses de Vélos à assistance électrique (VAE) et de Vélos mécaniques (VM) en 2020, 2021, 2022 et 2023. Il est limité dans le temps (applicable au titre des années 2020 à 2023, prenant fin au 1.1.2024) et plafonné à 6 000 000 EUR/an.

2) renforcement des objectifs d'insertion sociale:

Le titulaire réserve aux personnes en insertion professionnelle, pour l'exécution des prestations, un minimum de 450 000 heures pour les quinze ans d'exploitation du service, contre 300 000 initialement.

3) autorisation d'exploitation d'une source de recettes complémentaires liées à l'obtention d'un certificat d'économie d'énergie au titre des économies d'énergie réalisées du fait de l'utilisation des vélos en libre-service.

4) création de prix nouveaux liés à des prestations spécifiques au bordereau de prix unitaires.

VII.2.2) Raisons de la modification

Modification rendue nécessaire par des circonstances qu'un pouvoir adjudicateur/une entité adjudicatrice diligent(e) ne pouvait pas prévoir [article 43, paragraphe 1, point c), de la directive 2014/23/UE; article 72, paragraphe 1, point c), de la directive 2014/24/UE; article 89, paragraphe 1, point c), de la directive 2014/25/UE]
Description des circonstances ayant rendu la modification nécessaire et explication du caractère imprévu de ces circonstances:

Attention: l'avenant 8 au marché est fondé sur l'article 72, paragraphe 1, point e) de la directive 2014/24/UE et l'article 139-5 du décret n° 2016-360 du 25.3.2016 et non pas sur l'article 72, paragraphe 1, point c) de la directive.

VII.2.3) Augmentation de prix

Valeur totale actualisée du marché avant les modifications (prenant en compte les éventuelles modifications contractuelles et adaptations de prix antérieures et, dans le cas de la directive 2014/23/UE, l'inflation moyenne dans l'État membre concerné)

Valeur hors TVA: 466 241 647.24 EUR

Montant total du marché après les modifications

Valeur hors TVA: 466 241 647.24 EUR